

# São Tomé-et-Príncipe

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Selon les estimations, l'économie de Sao Tomé-et-Príncipe s'est contractée de 6,4 % en 2020, après une croissance de 2,2 % en 2018 et de 1,3 % en 2019. La contraction de la production, une première en dix ans, est attribuée à un fort déclin des secteurs du tourisme et des services, gravement affectés par les faibles demandes extérieure et intérieure et par les mesures de confinement visant à lutter contre la propagation de l'épidémie de COVID-19. La faible demande globale a également touché les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, des transports, du bâtiment ainsi que le secteur manufacturier, tandis que les exportations de cacao ont été perturbées par la fermeture généralisée des frontières internationales.

La politique monétaire a été accommodante pour soutenir la croissance. Pour encourager les banques à prêter à un secteur privé en difficulté, la banque centrale a réduit les réserves minimales obligatoires pour les faire passer de 21 % en 2019 à 17 % en 2020 pour les comptes libellés en devises étrangères, et de 18 % à 14 % pour les comptes libellés dans la devise nationale. L'inflation annuelle est passée de 7,7 % en 2019 à 9,1 % en 2020 en raison des pénuries de denrées alimentaires et d'autres biens de première nécessité liés à la pandémie. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 5,0 % du PIB en 2020, contre 2,4 % en 2019, en raison de l'augmentation des dépenses liées à la pandémie de COVID-19 et de la baisse des recettes fiscales. Les emprunts extérieurs financent le déficit. La dette publique a rapidement augmenté, passant de 94,8 % du PIB en 2019 à 104,9 % en 2020. Le déficit de la balance des paiements courants s'est creusé, passant de 16,6 % du PIB en 2019 à 17,5 % en 2020, en raison principalement de la réduction des recettes du tourisme et du cacao. Les réserves officielles ont néanmoins enregistré une amélioration en 2020, passant de trois mois en 2019 à quatre mois de couverture des importations, stimulées par les entrées d'aide budgétaire. Le secteur bancaire est resté stable, mais les prêts non performants ont crû à 28 % en juin 2020, contre 26,7 % un an auparavant, car la faible activité économique causée par la pandémie a exercé une pression sur la capacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts.

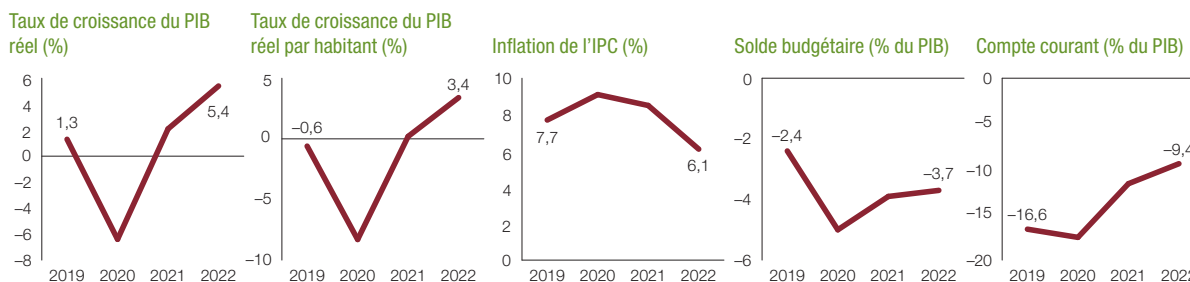
## Perspectives et risques

L'économie devrait croître de 2,1 % en 2021 et de 5,4 % en 2022 grâce à l'augmentation de la demande d'exportation de

cacao, de chocolat et d'huile de palme, et à la reprise du tourisme à mesure que la situation économique mondiale s'améliore. La croissance sera également stimulée par une hausse dans le secteur des services, à mesure que la demande intérieure reprendra. L'amélioration des recettes d'exportation et des recettes touristiques contribuera à réduire le déficit de la balance des paiements courants et à renforcer les réserves internationales en 2021. Les pouvoirs publics mettent également en œuvre des réformes de politique macroéconomique et structurelle, telles que l'assainissement budgétaire et le renforcement de l'indépendance de la banque centrale. Ils se sont également engagés à poursuivre les investissements dans les infrastructures publiques afin d'améliorer l'environnement des affaires. L'économie est néanmoins susceptible d'être confrontée à un ralentissement important, et notamment à un choc potentiellement plus long en raison de la pandémie de COVID-19 et d'une reprise économique mondiale lente. Cela pourrait ralentir la reprise du secteur touristique et freiner la demande d'exportation du pays. Les perspectives de croissance à moyen terme pourraient également être assombries par l'accélération de l'assainissement budgétaire, alors que les pouvoirs publics poursuivent leurs mesures visant à améliorer l'environnement macroéconomique. Enfin, les perspectives de croissance pâtiront de l'augmentation de la pauvreté due aux pertes d'emplois provoquées par la pandémie.

## Questions et options de financement

La dette du secteur public du pays est élevée, principalement en raison des importations de pétrole destinées à la production d'électricité et qui représentent 22 % des importations totales en 2020. Selon l'analyse de viabilité de la dette du Fonds monétaire international menée en 2020, le pays est en situation de surendettement en raison d'arriérés extérieurs non réglés et prolongés, mais la dette publique est jugée viable à long terme. Cette dernière devrait d'ailleurs diminuer pour atteindre 100,2 % du PIB en 2021 et 96,4 % en 2022 grâce aux investissements en cours dans des sources d'énergie alternatives et aux réformes fiscales, qui pourraient réduire les emprunts extérieurs pour couvrir les importations de pétrole. L'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée de 15% en 2020 améliorera le recouvrement des recettes et renforcera la situation budgétaire, ce qui, à son tour, créera une marche de manœuvre budgétaire permettant d'investir dans les infrastructures publiques.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.